

Thème	<b>Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la mise en œuvre de l'annexe I au Règlement (CE) 715/2009 sur les procédures de gestion de la congestion (CMP)</b>
Date	19/04/2013
Correspondants	Sandra Mendes

**Q1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du mécanisme de restitution aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?**

Oui.

**Q2 : Etes-vous favorable à la règle de priorité pour la réallocation des produits restitués ?**

Oui.

**Q3 : Etes-vous favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base de GRTgaz et TIGF (donc sans facturation) ?**

Non. Inclure d'éventuels charges supplémentaires liées au mécanisme de restitution dans la tarification du service de transport de base ferait porter le cout du mécanisme à l'ensemble des acteurs, y compris ceux qui n'ont pas la possibilité ou la volonté de l'utiliser, et rendrait le cout réel du mécanisme moins transparent.

1% du prix de vente initial semble un montant raisonnable.

**Q4 : Etes-vous favorable à la facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente de la capacité ?**

Oui.

**Q5 : Etes-vous favorable avec l'orientation de la CRE quant au traitement des sur-revenus potentiels générés par le mécanisme de restitution ?**

Oui. Il n'y a pas de justification particulière à affecter les sur-revenus aux GRT car ils ne s'exposent pas à un risque particulier sur ce service.

**Q6 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE de ne pas appliquer le mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?**

Alpiq SA  
Bahnhofquai 12  
CH-4601 Olten  
T +41 62 286 71 11  
F +41 62 286 73 73  
info.olten@alpiq.com  
www.alpiq.ch

Non. De manière générale, le principe même de surréservation doit être approché avec précaution car il peut conduire à des situations de mise en danger de l'équilibre physique du réseau. Il nécessite donc effectivement une analyse la plus aboutie possible des risques de façon à assurer une exploitation prudente et raisonnable. En ce sens la position générale de la CRE concernant le principe de surréservation nous semble convenable, cependant la distinction vis-à-vis des pays-tiers n'est pas utile.

**Q7 : Etes-vous favorable à une mise en œuvre du mécanisme de surréservation et de rachat dès le 1er octobre 2013 avec un mécanisme de rachat simplifié ?**

Le mécanisme de rachat simplifié proposé ne semble pas couvrir complètement le risque économique associée à la non-disponibilité de la capacité (déséquilibre aux 2 points).

**Q8 : Etes-vous d'accord avec un prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché ?**

La question du prix de rachat est à considérer selon une approche de juste rémunération face au risque de marché encouru. Le bon niveau de calage du prix de rachat mérite une étude appropriée. De plus certaines capacités ne sont pas liées à des places de marchés avec référence de prix partagée (notamment Dunkerque, Oltingue)

**Q9 : Etes-vous favorable à un partage 50-50 entre les GRT et les expéditeurs des recettes et coûts liés au mécanisme de surréservation et de rachat?**

A priori non. Le niveau de risque pris par le GRT peut-il être considéré comparable au niveau de risque pris par les expéditeurs? Cela ne semble pas évident de prime abord. Hormis une rémunération normale du service rendu, les recettes doivent bénéficier aux acteurs qui portent les risques du mécanisme.

**Q10 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE concernant l'initiation du rachat par les GRT sur un point d'interconnexion en fonction de l'alignement des capacités fermes commercialisables de part et d'autre du point d'interconnexion?**

Oui.

**Q11 : Avez-vous des remarques quant à la mise en œuvre du mécanisme UIOLI long terme?**

Les conditions d'application du retrait des capacités ainsi que la définition de la sous-utilisation "sans justifications" ne sont pas suffisamment détaillées.

**Q12 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas mettre en œuvre de manière anticipée le mécanisme UIOLI de capacités fermes à un jour au point d'interconnexion Obergailbach ?**

Non.